



Tout en émettant des réserves quant à la régularité du scrutin législatif du 10 mai prochain, en l'absence de plus de mesures de garantie qu'elle n'a, par ailleurs, de cesse de solliciter depuis quelque temps déjà, Louisa Hanoune réaffirme sa confiance quant à une victoire de son parti, certaine du « poids » qu'il a pris ces dernières années.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Décidément, la secrétaire générale du Parti des travailleurs n'en démord pas et ne s'admet pas vaincue quant au sort réservé à ses interpellations du président de la République pour davantage de mesures à même d'assurer la régularité et la transparence les plus optimales possibles à l'élection législative du printemps prochain.

Des interpellations qui n'ont pas suscité l'attention requise du côté du palais d'El Mouradia, mais pas de nature à faire changer de démarche à Hanoune qui continue à espérer du premier magistrat du pays une interven-

tion à coups de décrets, affirmant qu'il n'est nullement trop tard. Et c'est tout naturellement que le discours de ce jeudi du président de la République est loin d'être du goût de la patronne du PT.

Intervenant ce samedi sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale, elle n'a pas hésité à faire savoir son insatisfaction.

Et ce ne sont pas les raisons qui manquent tant, dira-t-elle, les réformes politiques n'ont pas été menées comme prévues puisque, selon elle, les projets qui les supposent ont été vidés de leur substance par le FLN et le RND et des députés indépendants. Autres appréhensions de Hanoune, deux ministres du présent gouvernement, dira-t-elle, utilisent depuis trois semaines au moins les moyens de l'Etat pour les besoins de leur propre campagne électorale au moment où le président de la République a instruit tout le contraire.

D'où, rebondira-t-elle, le préalable avancé par le parti quant à un remaniement même partiel du gouvernement.

« Nous aurions souhaité que les ministres candidats aux prochaines élections législatives soient démis de leurs fonctions ou tout au moins, partent d'office en congé », dira la SG du PT,



Louisa Hanoune.

qui évoquera un autre point qui participe, à ses yeux, d'une volonté de brouiller les cartes et de désarçonner davantage le citoyen et faire de ce dernier un potentiel boycotteur.

Hanoune parlera de cette soudaine frénésie qui s'est emparée de la scène politique avec cette nuée de nouveaux partis qui sont, pour elles, loin d'incarner du nouveau, puisque, argumentera-t-elle, leurs fondateurs sont pour leur majorité des dissidents d'anciens partis et ne sont pas porteurs de nouveaux programmes. La SG du PT

dénoncera, au passage, le réveil de ces partis saisonniers qui, avec ces nouveaux-nés, et comme pour polluer un peu plus la scène, s'attribuent des pronostics et des scores certainement pas de nature à encourager le simple citoyen à aller voter le 10 mai prochain tant le sentiment que les jeux sont d'ores et déjà faits et ficelés ne fait que se renforcer.

Des éléments qui s'ajoutent à ce que Hanoune a fait ces derniers temps un de ses chevaux de bataille, la connexion du milieu des affaires avec le poli-

tique avec ses corollaires la corruption et le blanchiment d'argent.

Tout comme elle s'inscrira en faux contre une probable victoire du camp islamiste, perspective balancée par des cercles bien précis et qui, la concernant, est loin de la réalité du pays.

Pour Hanoune, l'Algérie a eu à faire l'expérience aussi bien du parti unique que des islamistes à travers la participation du MSP et d'Ennahda au gouvernement et les élections de mai prochain constituent un important virage à négocier avec sérénité. Elle considère ce rendez-vous électoral comme une constituante qui ne dit pas son nom puisque la prochaine Assemblée aura à rédiger la prochaine Constitution.

Hanoune, qui se dit confiante quant à une victoire de son parti à l'occasion de cette élection, n'a pas manqué de répliquer sèchement à Belkhadem qui a suggéré récemment au PT de changer de sigle car le jugeant corporatiste.

La première responsable du PT invitera le SG du FLN à revoir ses cours concernant la notion de travailleur qui regroupe à la fois le manoeuvre, l'intellectuel, l'étudiant, enfin, tous ceux qui vivent de leurs efforts.

M. K.

PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le PLJ tranchera en fin de semaine

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) décidera de sa participation ou non aux prochaines élections législatives à la fin de la semaine courante.

Dans un communiqué diffusé hier, le bureau national du PLJ, réuni vendredi et samedi sous la présidence du président du parti, Mohamed Saïd, indique qu'il tranchera « à la lumière des consultations qu'il a décidé d'engager avec les structures du parti dans les wilayas ».

Et cela même si l'on considère que « le temps qui sépare la promulgation des nouvelles lois, l'agrément des nouveaux partis et l'organisation des législatives est très court pour garantir une participation équitable entre les partis politiques ».

Prenant « acte de la fixation de la date des législatives sans tenir compte de la situation des nouveaux partis... », le PLJ invite « le pouvoir à réunir les conditions de succès de cette opération en aidant matériellement les nouveaux partis politiques à mieux se préparer ».

C. B.

FEWZI REBAINE :

«Les garanties pour un scrutin libre ne sont pas réunies»

Fewzi Rebane est convaincu que les conditions pour le déroulement d'un scrutin libre ne sont pas réunies. Il est convaincu également que le boycott n'est pas la meilleure réponse. Ahd 54 prendra donc part aux législatives pour « ne pas désertier la scène politique ».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Aucune des « garanties » que tentent de donner les pouvoirs publics en vue des législatives ne trouve grâce aux yeux du président de Ahd 54.

Fewzi Rebane estime que « le scénario est clair », allusion est faite aux conditions dans lesquelles s'étaient déroulés déjà d'autres scrutins. En dépit de ces dernières, son parti n'optera pas pour le boycott, car, explique-t-il, le terrain politique ne doit pas être abandonné même si son parti, dit-il, n'entrera pas dans l'arène avec les mêmes moyens dont profitent d'autres formations politiques. Il sera présent dans l'ensemble des wilayas et mobilisera tous ses militants pour être

observateurs le jour du scrutin. Des alliances avec d'autres partis ne sont pas exclues en matière de surveillance si le nombre de sympathisants ne s'avère pas suffisant pour la couverture de l'ensemble des bureaux de vote. Une surveillance sur laquelle le parti compte beaucoup puisque Ahd 54 n'accorde aucun crédit aux observateurs internationaux représentant les pays arabes ou africains. Il porte également un regard très critique sur l'augmentation du nombre de sièges à l'APN qui intervient après l'agrément de nouveaux partis politiques.

Fewzi Rebane dit ne pas voir ce que cette augmentation pourra apporter, ni ce que la nouvelle configuration politique peut changer, soupçonnant des « officines » de préparer des scénarios, ignorant un paramètre, celui du peuple.

A ce sujet, Rebane craint un taux d'abstention élevé car, dit-il, le peuple ne voyant pas de garanties réelles, risque de tourner le dos à l'urne et Rebane d'avertir qu'aucun parti politique n'aura la capacité de faire sortir



Fewzi Rebane.

les électeurs le jour J. Quelles garanties seraient-elles en mesure d'inverser la tendance ? Le numéro un de Ahd 54 exige la neutralité de l'administration, la présence d'observateurs crédibles, une transparence totale du système de financement de la campagne, une ouverture des médias lourds, la suppression de la procuration et une plus grande surveillance des bureaux spé-

ciaux et itinérants. Ce n'est qu'à ce prix que le pays « sortira du cercle vicieux », dit Rebane qui considère que le cercle ne sera cassé qu'après le départ de la génération de Novembre du pouvoir en laissant place à la relève.

Une transition que le chef de file de Ahd 54 imagine pacifique et passant forcément par les urnes.

N. I.